

MAIRIE DE RIAN



ARRETE : PM N° 2026-058-2

**PORTANT AUTORISATION D'OCCUPATION DU
DOMAINE PUBLIC A L'OCCASION DE
TRAVAUX DE TRANCHEE AVEC RACCORDEMENT ELECTRIQUE
POUR ENEDIS**

Objet : Arrêté temporaire de CIRCULATION et du STATIONNEMENT :
CHEMIN DE LOUBETTE

- **Le Maire de la Commune de RIAN** (Var) ;
- VU, la loi du 4 avril 1884 ;
- VU, les articles L 2212.1, L 2212.2 et L 2213.1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU, le Code de la Route et notamment ses articles L 411-1 et L 411-7,
- VU, le Code de la Sécurité Intérieure et notamment ses articles L 132-1 et L 511-1,
- VU, le Code Pénal, notamment son article R. 610-5,
- VU, l'Arrêté Interministériel du 24 novembre 1967, relatif à la signalisation routière et l'ensemble des textes qui l'ont modifié et complété,
- VU, l'arrêté du Maire de RIAN (Var) en date du 22/12/1998 ;
- VU, le plan de circulation de 1977 ;
- **CONSIDERANT**, la demande en date du mardi 17 février 2026, par la Société AZUR TRAVAUX, Zac Nicopolis, 200 rue des Genêts, 83170 BRIGNOLES, sollicite l'autorisation d'occupation du domaine public pour des travaux avec tranchée et raccordement électrique ;
- **CONSIDERANT**, la nécessité de permettre à la Société AZUR TRAVAUX, d'assurer d'une manière satisfaisante la sécurité chemin de Loubette, 83560 RIAN pour réaliser des travaux avec tranchée et de raccordement pour leur client ENEDIS ;
- **CONSIDERANT**, que dans l'intérêt de l'Ordre et de la Sécurité Publique, il importe de modifier provisoirement la réglementation de la circulation et du stationnement pour faciliter les travaux susnommés ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : DEROGATION

La Société AZUR TRAVAUX, Zac Nicopolis, 200 rue des Genêts, 83170 BRIGNOLES, est autorisée à modifier provisoirement la circulation et le stationnement sur le domaine public :

- CHEMIN DE LOUBETTE

ARTICLE 2 : DUREE DE LA REGLEMENTATION

La restriction de la circulation et du stationnement des véhicules et piétons prendra effet du :

Lundi 09 mars 2026
jusqu'au
Vendredi 17 avril 2026

ARTICLE 3 : DISPOSITION

Durant cette période :

- Il sera interdit de dépasser et de stationner sur les lieux d'interventions,
- La circulation pourra être réglementée par feu ou manuellement,
- La circulation pourra être interrompue partiellement,
- En toute circonstance, la circulation des usagers devra être maintenue,
- Il pourra être mis en place des déviations,
- Un dispositif de sécurité devra être mis et maintenu en place par la Société AZUR TRAVAUX pendant toute la durée des travaux pour sécuriser les usagers et les piétons mais également pour préserver la sécurité des employés de ladite Société.

ARTICLE 4 : SIGNALISATION

La signalisation temporaire sera mise et maintenue en place conformément aux articles 2 et 3 de ce présent arrêté de la manière suivante :

L'entreprise chargée de ces travaux sera et demeurera entièrement responsable de tous les incidents et accidents qui pourraient survenir du fait de sa présence et de ses manœuvres.

ARTICLE 5 : ASSURANCES ET RESPONSABILITE

La Société AZUR TRAVAUX doit posséder les assurances nécessaires pour couvrir tous les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

ARTICLE 6 : AGENTS D'APPLICATIONS

Tous les agents de la force publique sont chargés chacun en ce qui les concerne de faire appliquer les présentes dispositions.

ARTICLE 7 : RECOURS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de deux (2) mois à compter de sa publication. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet <https://www.telerecours.fr/>.

ARTICLE 8 : PUBLICATION

Le présent arrêté sera publié sous forme électronique conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 9 : AMPLIATION

Ampliation est faite à :

- Monsieur Le MAIRE,
- Monsieur le Secrétaire Général de la Commune,
- Monsieur le Commandant de la Brigade Territoriale Autonome de RIANs,
- Monsieur le Responsable de la Police Municipale,
- Monsieur le Responsable des Services Techniques,
- Monsieur le Commandant du Centre des Sapeurs- Pompiers de Rians.

Sont chargés chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui fera l'objet d'une publication sous forme électronique, conformément à l'article L2131-1 du Code général des Collectivités Territoriales.

Fait à RIANs
Le 18 février 2026

Pour Le Maire
L'adjoint Délégué à la Sécurité



Monsieur BLANC Joël